



Picardie

DECLARATION PREALABLE du SGEN-CFDT Comité technique paritaire académique Janvier 2011

La rentrée 2011 se prépare avec une dotation budgétaire catastrophique : suppression de 149 postes dans le premier degré, de 198 postes dans le second degré, de 16 postes administratifs. Ces mesures se cumulent avec les suppressions de postes des années précédentes et entraîneront une situation sans précédent avec une détérioration nette des conditions de travail pour les enseignants et de réussite pour les élèves.

Dans le premier degré la présentation des mesures de rentrée censée nous rassurer sur la place privilégiée de l'Académie par rapport aux autres académies est assez risible puisque le moins pire du pire... est quand même insupportable. Plus d'élèves par classe, des regroupements et des fermetures de classes comme seules perspectives ne peuvent qu'entraîner démobilitation et colère chez les enseignants, angoisse chez les parents et les élèves.

Dans le second degré, 2000 élèves supplémentaires sont prévus pour 198 postes en moins : le mammouth a été non seulement dégraissé par la seule idéologie du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, mais dans l'opération ses muscles se sont atrophiés, son squelette s'est déminéralisé. Et apparemment, on a aussi pratiqué une ablation de son cortex cérébral...

Ainsi avec un raisonnement absurde, le gouvernement explique que puisque lorsque le budget augmentait, les résultats ne s'amélioraient pas, alors en diminuant le budget les choses vont s'améliorer. Les enseignants, les parents, les élèves ne sont plus dupes, et y a-t-il encore réellement une partie de l'opinion publique qui peut y croire ?

Toute mesure, toute réforme est donc vidée de son sens par ces décisions budgétaires. La réforme du lycée, qui l'an dernier dans sa phase d'application en seconde a bénéficié de « moyens constants » déjà insuffisants, se voit gravement compromise pour son application en classe de première avec 85 postes en moins à la rentrée. La partie la plus critique concerne la filière STI, qui de l'avis d'une majorité de collègues de l'enseignement technique devait être réformée. Les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée pour ces collègues ont détruit toute adhésion possible au projet d'enseignements plus transversaux et renouvelés. Les dotations vont permettre de faire disparaître un nombre de postes très important, la spécificité des enseignants est niée et on touche gravement à leur dignité par la manière dont on les traite : aucune information ne leur a été communiquée concernant ce qui se passera pour ceux qui partiront en formation, pour ceux qui seront en mesure de carte scolaire ou pour ceux qui seront en reconversion. Cette façon de procéder atteint un sommet dans l'irrespect des personnes. Le Sgen-CFDT demande la mise en place d'un groupe de suivi académique de cette réforme et que les collègues soient informés au plus tôt et le plus précisément possible sur leur avenir professionnel.

Les enseignants stagiaires sont reconnus comme étant « en grande souffrance » par la DGHR : fatigue, stress, déprime, mais on continuera à les placer directement en classe. Dans l'académie d'Amiens, les mesures de la rentrée 2010 d'assouplissement de cette réforme calamiteuse sont supprimées à la rentrée 2011.

Les dispositifs RAR montrent une certaine efficacité selon un rapport du Ministère. Alors plutôt que de poursuivre et d'améliorer encore cette pratique de réseaux d'établissement, il est prévu de les diluer dans les CLAIR rebaptisés ECLAIR à la rentrée avec l'intégration de certaines écoles dans ce dispositif. Or il est à craindre à cette occasion la substitution d'une approche territoriale fondée sur la recherche de la réussite de chacun des élèves, par une philosophie de l'ordre et de la morale centrée sur le mérite individuel et la répression de la violence. Et l'annonce au bout de 3 mois seulement d'existence des dispositifs CLAIR de leur extension à tous les établissements RAR, montre une fois de plus que le terme « expérimentation » dans l'Education nationale signifie systématiquement « première étape d'une généralisation ».

L'Ecole ne représente donc pas pour le gouvernement un enjeu sociétal majeur, mais simplement un grand marché dans lequel on se sert, pour en extraire une élite qui seule sera digne d'être formée : c'est ce que montre de façon indiscutable les tests PISA : : L'Ecole n'est adaptée qu'aux seuls « bons élèves », qu'elle fait réussir plutôt mieux que les bons élèves des autres pays, par contre elle délaisse les autres, qui sont renvoyés à un échec personnel dû au manque de volonté de l'élève ou de sa famille. Ce raisonnement simpliste transforme l'Ecole en profondeur : non seulement elle ne limite pas les inégalités liées au contexte socio-économique mais elle les accentue. Que le gouvernement n'en comprenne pas l'importance sur le pacte implicite qui régissait jusque là la légitimité de l'Ecole Républicaine et motivait les espoirs pour chaque citoyen de proposer à ses enfants une vie meilleure que la sienne, est une faute politique grave.

Devant un tel gâchis, le Sgen-CFDT ne peut que condamner et dénoncer ces décisions irresponsables qui préparent des années difficiles. Nous participerons à la journée du 22 janvier initiée par le collectif « une école, un pays, notre avenir » et nous soutiendrons toutes les initiatives des collègues qui se mobiliseront contre cette politique inconséquente.